



RELANCE ÉCONOMIQUE ET EMPLOI : DÉCLARATION DE L'OIE

Lisbonne (Portugal), 9 février 2009

La crise financière et économique mondiale ne cesse de s'accroître et s'étend aujourd'hui à tous les domaines de l'économie mondiale, avec des conséquences graves pour les entreprises et leurs travailleurs. Le BIT estime que cette crise pourrait entraîner le chômage de quelque 50 millions de personnes.

La réponse des gouvernements à cette réalité en évolution est essentielle. Mais les entreprises doivent aussi assumer leurs responsabilités. Nous reconnaissons que des erreurs ont été commises. Dans des secteurs vitaux de l'économie, des acteurs clés ont adopté des attitudes irresponsables qui ont eu des effets néfastes et n'ont pas respecté les normes fondamentales de la transparence, de la prudence, de l'évaluation précise des risques et de la saine gouvernance. Des politiques gouvernementales et des approches réglementaires ont également contribué à la crise. Les entreprises, les gouvernements et la société en général doivent faire face ensemble à ces échecs.

Un système de marché correctement réglementé est le meilleur moyen d'assurer la prospérité économique et sociale et de protéger et de satisfaire les aspirations humaines. La crise actuelle nous a enseigné que ce n'est que par le biais d'une réglementation appropriée que les marchés financiers peuvent remplir leur rôle qui consiste à apporter stabilité et liquidités aux entreprises. Cette Déclaration décrit les mesures nécessaires pour surmonter cette crise dans le court terme pour remettre le monde sur la voie de la croissance économique stable et de la création d'emplois.

ACCROITRE LES LIQUIDITES AFIN D'AIDER A MAINTENIR L'EMPLOI

Des mesures sont requises d'urgence pour aider à préserver les emplois et à remettre les gens au travail. Relancer les possibilités de crédit doit être une priorité. Les entreprises ont besoin de liquidités pour fonctionner : pour investir, pour payer les salaires, pour acheter et constituer des stocks et pour assurer une sécurité financière permettant de maintenir l'emploi. Les liquidités facilitent également les échanges de biens et de services entre entreprises, et ces échanges sont au cœur de la relance de l'économie mondiale.

AIDER LES PME ET FACILITER LA CREATION D'ENTREPRISES : LE MOTEUR DE LA RELANCE

Toutes les entreprises ressentent les effets de la crise, mais les PME sont les plus en danger. Les PME constituent le principal employeur mondial et seront la première source de croissance de l'emploi. Une assistance spécifique à ces entreprises, sous forme d'encouragements fiscaux et en matière de politique sociale, doit être une priorité. Des mesures doivent plus que jamais être prises pour créer l'environnement réglementaire adéquat pour des entreprises durables, y compris des mesures visant à réduire les coûts administratifs et la bureaucratie excessifs, à stimuler l'esprit d'entreprise et à ouvrir l'accès au prêt.

PROMOUVOIR LES PRINCIPES ET DROITS FONDAMENTAUX AU TRAVAIL

L'exploitation n'est pas une réponse acceptable à la détérioration de l'économie, mais elle peut en être la conséquence perverse. Tant les gouvernements que les entreprises ont la responsabilité de protéger ceux qui sont les plus exposés. Les valeurs et les principes contenus dans la Déclaration de 1998 relative aux principes et droits fondamentaux au travail revêtent une importance particulière. Les gouvernements doivent rester vigilants et les entreprises doivent respecter partout leur engagement à l'égard de ces droits fondamentaux.

ENCOURAGER L'EDUCATION ET LA FORMATION EN TANT QU'ELEMENTS CLES DE LA CROISSANCE ET DE LA PRODUCTIVITE A VENIR

L'éducation et la formation restent les principaux moyens d'accroître les perspectives d'emploi. Le maintien de qualifications adaptées au marché du travail aidera à faire en sorte que, la croissance retrouvée, les compétences dont l'économie a besoin soient disponibles. Investir dans l'éducation et la formation aujourd'hui sera profitable à tous demain. Des aides budgétaires à cet élément fondamental de l'employabilité, complétées par des mesures visant à améliorer la mobilité des travailleurs et la protection sociale, sont essentielles à la réponse économique et sociale à la crise.

S'ENGAGER A L'EGARD DE LA RESPONSABILITE DES ENTREPRISES EN TANT QUE MOYEN D'ACTION IMPORTANT

Les initiatives volontaires des entreprises en matière de responsabilité peuvent jouer un rôle important dans la mesure où elles préservent les relations fondamentales qu'elles entretiennent avec les employés, les communautés et d'autres interlocuteurs. Ces initiatives constituent une base éthique importante aux efforts des entreprises visant à compléter les lois et règlements.

RESISTER A TOUTE FORME DE PROTECTIONNISME, Y COMPRIS AU SEIN DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Les entreprises et les gouvernements doivent continuer la promotion d'un commerce et de marchés du travail ouverts, tant au niveau national qu'entre les pays. Face à une crise, l'histoire a démontré que le protectionnisme n'est pas la bonne approche. Ceci est encore plus vrai dans un monde globalisé et intégré. Nous appuyons les appels au succès du cycle de Doha, dans la mesure où il constituera une preuve évidente de l'engagement universel à l'égard d'un commerce mondial ouvert.

* * *

L'OIE en appelle à ses membres pour qu'ils renforcent ces messages dans leurs travaux avec leur monde des entreprises et dans leurs communications avec les gouvernements et décideurs politiques locaux. Ainsi, nous pourrions travailler ensemble au renforcement de la confiance dans l'économie de marché et répondre aux besoins des entreprises et des travailleurs de l'économie réelle dont les efforts seront à la base de la relance.

L'OIE est le plus large réseau du secteur privé dans le monde. C'est la seule Organisation reconnue pour représenter les intérêts des employeurs pour les questions sociales et du monde du travail au niveau international. A ce jour, l'OIE compte 147 organisations nationales dans 140 pays.